

COMPTE RENDU DE REUNION

GROUPE DE TRAVAIL NATURA 2000
« AGRICULTURE, FORET ET MILIEUX NATURELS »
Carcès, 29 juin 2011

Personnes présentes :

- Rémi BLEYNAT, CG83, Direction du Génie Forestier
- Christine POURRIERE, Chambre d'Agriculture du Var, Service Aménagement et Foncier
- Jean-Marc CORTI, Centre Régional des Propriétés Forestières (CRPF) , antenne du Var
- Jean-Marie MICHEL, Association des Riverains de l'Argens
- Henriette FOUSSENQ, Présidente Association des Riverains de l'Argens
- Maryse MALIN, Association des Riverains de l'Argens
- Dominique ROMBAUT, Conservatoire des Espaces Naturels de Provence PACA (CEEP)
- Philippe BREGLIANO, Syndicat des Propriétaires Forestiers et Sylviculteurs du Var (SPFS)
- Christine MAYER, adjointe Mairie de Châteauvert
- Natacha COTINAUT, Mairie du Cannet-des-Maures
- Frédéric AMBARD, Jeunes Agriculteurs du Var et conseiller municipal de Carcès
- Romain ROUBAUD, Jeunes Agriculteurs du Var et vigneron
- André MENET, délégué Mairie de Lorgues
- Roger GIRAUD, adjoint Mairie du Val (forêt)
- Kevin BERGERON, service environnement, Mairie Fréjus
- Gilles REGIS, adjoint Mairie de Puget-sur-Argens
- André DAZIANO, adjoint Mairie de Vidauban
- Gilles MILLO, secrétaire général de la Fédération Départementale des Syndicats des Exploitants Agricoles du Var (FDSEA)
- Josué MORAND, Confédération Paysanne
- Alain MILLANELLO, Fédération des Chasseurs du Var
- Dominique DENLIKER, office nationale des forêts (ONF) unité Maures/Toulon
- Olivier AUDA, Conseil Général 83, Technicien rivières
- Fanny SEITZ, Conseil Général 83, Chargée de mission Natura 2000

Absents excusés :

- Philippe ORSINI, Museum d'histoire naturelle de Toulon
- Laetitia BANTWELL, Conseil Général 83, service Espaces Naturels Sensibles
- Mairie de Cotignac

- Mairie du Muy
- Paul ARNOLD, SAFER
- Karine MONIER, CG83, Direction de l'Agriculture
- Marc BELLON, Direction Départementale des Territoires et de la Mer, service Economie Agricole
- Géraldine KAPFER, Groupe des Chiroptères de Provence

14h15 – Début de la réunion

Tour de table.

Ordre du jour :

1. Rappel de l'objectif : élaboration du programme d'actions du DOCOB (Tome 2)
 - but
 - conception (méthodologie)
 - ce qu'il comprend
2. Présentation des différentes formes de contractualisation sur un site Natura 2000 (mesures) :
 - MAET
 - Contrats Natura 2000
 - Charte
3. Présentation des Fiches actions du Val d'Argens et des mesures qui sont proposées dans ces fiches : discussion.

Objectifs de la réunion :

La précédente réunion de travail, qui s'est déroulée en avril, a permis de dégager des pistes d'actions pouvant être réalisées sur le site. Après le recueil de ces données et celles préconisées par les spécialistes de la faune et de la flore dans les études, l'opérateur a fait la synthèse des actions envisageables pour répondre aux objectifs de conservation de la biodiversité du Val d'Argens. Cette réunion a permis de présenter cette synthèse sous forme de fiches actions, de valider les mesures envisagées et de présenter au groupe celles qui pourraient faire l'objet de contrats dans le cadre de Natura 2000.

Présentation :

Cf. présentation en pj.

Rappel sur ces fiches actions :

- synthèse du recueil des actions envisageables discutées en groupes de travail (4 thèmes) et des actions préconisées par les spécialistes chargés des inventaires des espèces et des habitats d'intérêt communautaire
- but : atteindre les 12 objectifs de conservation identifiés sur le site du Val d'Argens (tome 1 du DOCOB)
- 17 fiches actions en cours d'élaboration
- dont 5 fiches transversales, liées à l'animation du site par la future structure animatrice, liées aux études complémentaires et à la communication/information sur le site Natura 2000
- et 12 fiches liées aux espèces et aux habitats : actions de gestion et recommandations
- les mesures proposées validées par les groupes devront ensuite être rédigées sous la forme d'un cahier des charges-type et précis (exemple dans la présentation)

Travail sur les fiches actions

Les mesures des 17 fiches sont abordées une par une. Les remarques sur certaines mesures sont retransmises dans ce compte-rendu.

A.1 Animer et faire une veille du site Natura 2000

- ❑ **Mesure : Proposer des modifications du périmètre Natura 2000 afin de prendre en compte les enjeux liés aux espèces et aux habitats d'intérêt communautaire situés à proximité**

Christine POURRIERE (CA83) : où en est-on sur la proposition d'extension du périmètre ?

Réponse : Rien n'est fait, c'est une proposition. Cela doit être validée par le COPIL et les communes concernées par l'extension. Ce sera le rôle de l'animateur.

Philippe BREGLIANO (syndicat des propriétaires forestiers): Au groupe de travail précédent, l'extension a été proposée pour prendre en compte les sources de l'Argens qui sont actuellement hors périmètre

Réponse : cette proposition sera soumise au COPIL.

Dominique ROMBAUT (conservatoire des espaces naturels): on pourrait prendre en compte également l'affluent Le Caramy.

Rappel : l'extension du périmètre doit être justifiée aux services de l'Etat avec des arguments scientifiques, c'est-à-dire qu'il faut la présence d'espèces et/ou d'habitats d'intérêt communautaire justifiant l'extension d'un périmètre Natura 2000 (habitats de l'annexe 1 et/ou espèces de l'annexe 2 de la directive Habitats).

Gilles REGIS (mairie de Puget sur Argens) : les études se sont-elles faites sur l'ensemble du bassin versant ?

Réponse : Non, la limite des études était le périmètre établi. Mais certains inventaires ont été parfois réalisés hors périmètre. C'est le cas notamment des inventaires des poissons, car les populations du Barbeau méridional encore pures ne se localisent que dans les affluents. Mais il n'y a pas eu de prospections à l'échelle du bassin versant.

Gilles REGIS : est-ce que l'agenda 21 est réalisé sur les critères de Natura 2000 ?

Réponse : ce sont 2 démarches distinctes. Les propositions des agenda 21 pourront prendre en compte les préconisations de Natura 2000 concernant le thème de la biodiversité.

Josué MORAND (Confédération Paysanne) : Est-ce que les actions ont été hiérarchisées ?

Réponse : C'est un travail qui doit être réalisé par la suite, en fonction des enjeux de conservation des espèces et des habitats. L'intérêt de ces groupes de travail est de mettre en avant les actions proposées par les acteurs du territoire.

A.2. Poursuivre l'acquisition de connaissances en vue d'améliorer la gestion globale du site

- ❑ **Mesure** : Etudier la potentialité pastorale du site en vue d'apporter des solutions pour la conservation des espèces et habitats d'intérêt communautaire du site

Dominique ROMBAUT : il serait bien de rajouter que cette mesure est liée à la volonté de conserver les espèces et habitats de milieux ouverts.

Réponse : effectivement, ce sera rajouté.

Modification de la mesure :

✓ « Etudier la potentialité pastorale du site en vue d'apporter des solutions pour la conservation des espèces et habitats d'intérêt communautaire du site **liés aux milieux ouverts.** »

- ❑ **Mesure** : Etudier la potentialité économique de la ressource « bois » des Frênaies thermophiles, en vue de réaliser des contrats forestiers sur ces habitats d'intérêt communautaire (permettant ainsi de gérer durablement ces milieux forestiers humides à très fort enjeu).

Jean-Marc CORTI (CRPF) : ce n'est pas sûr que ce soit un débouché économique potentiel.

Réponse : c'est une proposition de l'ONF qui a réalisé l'inventaire des habitats d'intérêt communautaire. Cet habitat est constitué d'îlots fragmentés. Une des possibilités pour le conserver, voire de le restaurer, serait de valoriser les frênes sous un point de vue économique.

Rémi BLEYNAT (CG83, service forêt) : le Parc du Verdon a eu une réflexion sur l'utilité des BRF (Bois Rameaux Fragmentés). Il faudrait peut-être se rapprocher d'eux.

Josué MORAND (Confédération Paysanne) : L'intérêt du BRF est de limiter les engrais. Ce bois peut servir d'amendement agricole. Il pourrait donc y avoir une potentielle utilisation en agriculture.

Gilles MILLO : il peut servir d'apport mais il ne peut pas être utilisé comme fertilisant.

Jean-Marc CORTI : il faut qu'il y ait une politique volontariste sur l'utilisation de ce bois.

Olivier AUDA : N'y aurait-il pas une possibilité de valoriser les frênaies en productions de plaquette ?

Jean-Marc CORTI : pas vraiment car ils sont apparemment trop isolés, donc pas assez productifs.

Dominique ROMBAUT : rajouter également une potentialité écologique dans l'intitulé de la mesure, car l'objectif n'est pas économique mais écologique.

Modifications de la mesure

✓ « Etudier la potentialité économique **et écologique** de la ressource « bois » des Frênaies thermophiles, en vue de réaliser des contrats forestiers sur ces habitats d'intérêt communautaire (permettant ainsi de gérer durablement ces milieux forestiers humides à très fort enjeu). »

✓ Accord de la salle : l'enjeu des frênaies est à bien définir.

- ❑ **Mesure** : Etudier la potentialité pastorale du site en vue d'apporter des solutions pour la conservation des espèces et habitats d'intérêt communautaire du site

Rémi BLEYNAT : une étude pastorale dépend de la potentialité végétale (ressource), de l'accessibilité des troupeaux et de la présence d'éleveurs locaux. Il n'est peut être pas nécessaire de réaliser une étude globale au sein du site, mais d'envisager une réflexion locale.

Jean-Marc CORTI : il faudrait reformuler l'action et la cibler sur les secteurs à intérêt.

Dominique ROMBAUT : il faut rajouter qu'il y a un objectif d'entretenir les milieux ouverts dans cette étude.

Josué MORAND : le pastoralisme a aussi un intérêt dans une bonne gestion forestière vis-à-vis des incendies.

Modifications de la mesure :

✓ « Etudier la potentialité pastorale **localement sur les secteurs à enjeux de biodiversité** en vue d'apporter des solutions pour la conservation des espèces et habitats d'intérêt communautaire du site (**maintien de milieux ouverts, intérêt DFCL, ...**) »

✓ Cette étude est à réaliser sur la base de ce qui existe (données du conseil régional, atlas pastoral, opportunités pour les éleveurs locaux,...)

A3. Sensibiliser, informer, communiquer

- ❑ **Mesure** : Panneaux d'information

Dominique ROMBAUT : dans le cadre de l'élaboration de l'agenda 21, les communes peuvent s'inspirer de cette mesure par exemple.

A.4. Maintenir et renforcer la dynamique de concertation locale créée autour de Natura 2000 avec les usagers.

Pas de remarques particulières.

A .5 Mettre en cohérence les actions de gestion à réaliser sur le site avec les plans d'actions existants et ceux des sites Natura 2000 périphériques

- ❑ **Mesure** : Révision du périmètre en lien avec les sites périphériques (Sources et Tufs du haut Var, Forêt de Palayson – Bois du Rouet, Plaine et Massif des Maures, ...)

Modification de la mesure

Révision du périmètre en lien avec les sites périphériques (Sources et Tufs du haut Var, Forêt de Palayson – Bois du Rouet, Plaine et Massif des Maures, ...) **et les enjeux écologiques du site (sources de l'Argens)**

B.1 Maintenir la dynamique naturelle et la biodiversité du corridor de végétation riveraine et alluviale (ripisylves et frênaies)

Question dans la salle : Y a t'il une articulation entre l'expertise post-crue (suite aux inondations) et Natura 2000 ?

Réponse : les propositions de l'expertise découleront sur des travaux qui seront soumis à une évaluation des incidences.

- ❑ **Mesure** : Entretenir et restaurer la ripisylve sur les secteurs dégradés (régénération naturelle ou dirigée de la ripisylve)

Dominique ROMBAUT et Jean-Marc CORTI : cette mesure ne doit pas se faire seulement sur les secteurs dégradés, mais également là où ils ne le sont pas. Les secteurs dégradés sont à mettre en priorité mais ne pas oublier les autres secteurs où des contrats peuvent être possibles.

Modification de la mesure

✓ Entretien et restaurer la ripisylve sur les secteurs dégradés **en priorité** (régénération naturelle ou dirigée de la ripisylve)

Question dans la salle :

Peut-on faire un contrat d'entretien d'îlots de vieillissement sur les frênaies sachant que ces boisements sont eux-mêmes isolés ?

Réponse : cette demande doit-être demandée aux services de l'Etat.

Après vérification :

Les conditions d'éligibilité pour un contrat Natura 2000 forestier sont notamment de s'engager sur une surface minimale de 0,5 ha et avec une densité de 10 tiges d'arbres sénescents à l'hectare.

Un arrêté préfectoral fixe ces conditions :

- ❑ **Mesure : Éviter le colmatage par les aménagements, ne pas artificialiser le lit du cours d'eau**

Josué MORAND : le colmatage se fait de manière naturelle. Ce phénomène se fait sur les arbres qui tombent dans le lit du cours d'eau et qui s'encroûtent. Donc cela passe par un entretien des embâcles, ce qui éviterait aussi qu'il y ait des bouchons de bois sur le lit du cours d'eau. Et lors des crues, lorsque ces bouchons se rompent d'un coup, cela peut provoquer une vague pouvant être très dangereuse.

Olivier AUDA : Il existe 2 structures gestionnaires sur l'Argens (Conseil Général de la source au Muy, le syndicat intercommunal d'aménagement du cours inférieur de l'Argens sur la partie en aval). L'enlèvement d'embâcles fait partie des opérations d'entretien du fleuve. Effectivement, ces embâcles peuvent être dangereux, c'est là le but de ces opérations. Mais lorsqu'il n'y a pas de risques pour les populations humaines, ces embâcles sont laissés car ils jouent un rôle d'habitat d'espèces (refuge pour poissons, plateforme de repos ou d'accouplement pour les insectes, ...), participant au maintien de la biodiversité du site. Ces opérations se font donc en fonction des secteurs et des enjeux.

B2. Préserver les prairies de grande valeur biologique

- ❑ **Mesure : Ne pas combler les mares ou toute autre zone humide**

Dominique ROMBAUT : ce n'est pas seulement une recommandation, mais c'est surtout interdit. Il faut rajouter « **volet réglementaire** » pour cette mesure.

Gilles MILLO : Pour entretenir un réseau de prairies le long de l'Argens, les inondations se font trop rares pour le permettre. Il faudrait pouvoir inonder manuellement ces prairies.

Réponse : l'enjeu des prairies est surtout sur la moyenne et basse vallée. Effectivement, il est important de voir si les mesures pour cet enjeu sont adaptées aux réalités de terrain.

B3. Maintenir et suivre la qualité des eaux superficielles

Gilles MILLO : Le passage en agriculture biologique coûte jusqu'à 2 fois plus cher à l'agriculteur. Il y a certains domaines qui ne le peuvent pas. Il faut une solution vis à vis du prix des produits.

Réponse : l'agriculture biologique est l'objectif ultime. Natura 2000 propose aussi des MAE qui réduisent le volume des produits de synthèse ou leurs impacts, sans forcément passer

tout le terrain en bio : bande enherbée, enherbement sous culture, réduction des produits phytosanitaires, etc.

NB : Suite à la demande de la Chambre d'Agriculture et de la FDSEA, une réunion est prévue en juillet qui se déroulera avec l'opérateur, les services de l'Etat et quelques représentants du monde agricole. Le but est notamment d'identifier les mesures agroenvironnementales pouvant être compatibles avec les pratiques du territoire du Val d'Argens.

B4. Maintenir le fonctionnement naturel des cours d'eau pour garantir la diversité des habitats et espèces aquatiques associées

Pas de remarques particulières.

B5. Lutter contre les espèces aquatiques et terrestres exogènes à caractère envahissant

Deux mesures sont quasiment identiques (Sensibiliser et informer sur les espèces invasives). Elles seront fusionnées.

B6. Gérer de manière durable les peuplements forestiers en tenant compte des espèces associées à ces milieux

- ❑ **Mesure : Exploiter de façon raisonnée les forêts de feuillus en conservant les îlots épargnés par le feu et favorisant / accélérant la régénération dans les zones touchées par les incendies**

Jean-Marc CORTI demande des précisions sur cette mesure.

Les précisions seront inscrites dans les cahiers des charges, adaptés à chaque type de forêt ou d'objectifs recherchés.

Il est proposé de rencontrer les représentants du milieu forestier lors de la rédaction des cahiers de charges des contrats Natura 2000.

- ❑ **Mesure : Limiter les traitements / intrants dans la sylviculture**

Cette mesure sera supprimée car elle ne correspond pas à la réalité.

- ❑ **Mesure : Garantir une bonne structuration des lisières**

Jean-Marc CORTI : il faut préciser cette mesure.

Réponse : on peut préciser ici que cette mesure vise à structurer les lisières de façon à ce qu'il y ait une succession de strates entre la forêt et le milieu ouvert et/ou anthropisé.

C'est-à-dire : strate arborée + strate arbustive + strate herbacée. Cette succession est favorable à la biodiversité.

Puis, la précision sera apportée dans le cahier des charges technique.

Modification de la mesure :

✓ Garantir une bonne structuration des lisières **favorisant la biodiversité (structuration en strates)**

- **Mesure** : Lorsque la pinède est exploitée, privilégier l'exploitation en futaie

Jean-Marc CORTI : cette mesure ne veut rien dire car par définition on parle de futaie lorsque les arbres sont issus de graines. Dans le cas des pins (Alep ou maritime), leur régénération ne peut se faire que par graine. Surprenant donc de privilégier l'exploitation en futaie alors qu'il est impossible de faire autrement. Le rédacteur a donc certainement voulu dire autre chose. Mais Quoi ?

Réponse : cela vient des propositions faites par l'ONF qui a réalisé les inventaires des habitats.

Modification de la mesure

✓ Après vérification : cette mesure n'est pas proposée par l'ONF, c'est une erreur de retranscription. Cette mesure est donc supprimée ou sera rédigée autrement.

- **Mesure** : Favoriser les peuplements mélangés, feuillus ou mixte

Cette mesure doit être précisée.

- **Mesure** : Favoriser des îlots de boisements sénescents

Dominique DENLIKER (ONF) : Est-ce qu'on peut faire un contrat sur un seul arbre ?

Réponse : oui, il existe un contrat « arbres sénescents disséminés » qui porte sur la contractualisation d'un seul ou plusieurs arbres isolés (engagement sur 30 ans). Elle peut être complétée par l'absence de sylviculture entre ces arbres (engagement supplémentaire).

Josué MORAND : Peut-on éliminer des pins lorsqu'on souhaite laisser se développer une forêt de chêne ? Après incendie, la pinède se régénère plus vite que la chênaie. Il faut une gestion supplémentaire pour arriver au stade de la chênaie.

Réponse : La réponse ne peut être apportée aujourd'hui, car il faut connaître en détail les contrats Natura 2000 forestiers.

Après vérification :

Il existe un contrat Natura 2000 qui s'intitule « Mise en œuvre d'une régénération dirigée ». Si la forêt de chêne est d'intérêt communautaire (à vérifier sur la cartographie des habitats), la mesure permet de lutter contre les espèces (herbacée et arbustive) concurrentes (engagement rémunéré). Elle sera inscrite au DOCOB car elle répond à l'objectif de préserver cet habitat d'intérêt communautaire.

Remarque dans la salle :

Les mesures DFCI semblent être proposées uniquement aux éleveurs. Alors qu'il faudrait aussi des contrats forestiers en tant que mesure DFCI. De plus, un contrat de 5 ans n'est pas adapté pour un éleveur.

Réponse : un contrat peut être renouvelé.

B7. Maintenir et développer des milieux ouverts

❑ Mesure : Réouverture et entretien des prairies hors zones agricoles

Gilles MILLO : Pourquoi se limiter aux prairies ? L'ouverture des milieux pourrait être facilitée par la mise en place de culture.

Réponse : attention, il faut qu'il y ait un objectif écologique et non économique. Même si bien sûr l'agriculture permet l'entretien des milieux ouverts, il n'est pas facile de justifier l'enjeu écologique dans l'installation d'un agriculteur. Il est préférable de créer des milieux ouverts naturels et d'entretenir ceux existants (naturels et/ou agricoles).

B8. Maintenir et développer un réseau de gîtes pour les chauves-souris

❑ Mesure : Poser des gîtes artificiels

Dominique ROMBAUT : il faut faire attention à la pose des gîtes artificiels. Ils peuvent être utilisés par certaines espèces qui n'étaient pas ciblées à la base. Ces gîtes artificiels profitent souvent aux espèces communes telles que les Pipistrelles. Si cette mesure est maintenue, il faut inclure un entretien et un suivi fréquent et régulier.

B9. Maintenir et développer des corridors de déplacement autour des gîtes des chauves-souris

Rémi BLEYNAT : est-ce que les débroussaillages sont nocifs pour les corridors naturels ?

Réponse : Non. D'ailleurs, il y a des mesures permettant de limiter l'impact du débroussaillage, favorisant l'action manuelle au lieu de l'action mécanique et/ou chimique.

Rémi BLEYNAT : D'autant plus que certains débroussaillages se font en bordure de ripisylve.

Question : en zone EBC (Espace Boisé Classé), peut-on faire du débroussaillage ?

Réponse : oui, a priori, dans les PLU les actions de débroussaillage pour la DFCI sont prioritaires face aux exigences des EBC.

B10. Concilier les aménagements avec les enjeux écologiques du site

Pas de remarques particulières.

B11. Concilier la fréquentation liée aux activités de loisirs et touristiques avec les habitats d'espèces et d'intérêt communautaire

Pas de remarques particulières.

B12. Sauvegarder et développer des corridors biologiques

Pas de remarques particulières.

Questions diverses :

Label Natura 2000

Gilles MILLO : est-ce qu'on ne pourrait pas utiliser un logo qui permettrait de dire qu'un agriculteur a réalisé un contrat ?

Réponse : Ce serait envisageable, en tout cas ce sera inscrit dans le DOCOB comme une volonté, car c'est une proposition qui a déjà été abordée.

Un label est discutable car le consommateur risque de s'y perdre.

Néanmoins, une valorisation simple en indiquant que la culture est issue d'un terrain où l'agriculteur s'est engagé dans une mesure agroenvironnementale peut être envisagée.

Pesticides

Josué MORAND : il faut faire attention lorsqu'on emploie le terme de pesticides. Il en existe plusieurs types : insecticides, fongicides, herbicides, ... Les produits de synthèses utilisés n'ont pas tous le même impact sur l'environnement. Et il n'y a pas que les agriculteurs professionnels qui en utilisent. Il faut faire une communication précise autour de ce thème.

Réponse : tout à fait. D'ailleurs, une bêche de communication a été réalisée par le conseil général sur Natura 2000 et les bonnes actions à avoir pour le grand public. Il est ainsi préconisé d'éviter d'utiliser ce genre de produit dans son jardin.

Dominique ROMBAUT : il faut donc rajouter de faire de l'information sur les pesticides non pas qu'auprès des agriculteurs mais aussi dans les villages, villes et chez les particuliers.

Modification de mesure

- ✓ Informer les agriculteurs, **les collectivités et les particuliers** sur l'usage des pesticides
- ✓ Il sera rajouté de valoriser les produits agricoles dont les terrains de production sont sous contrat Natura 2000

N'ayant pas d'autres remarques dans la salle, la séance est levée.

Rappel du planning :

- Avril / Juin : réunions de concertation sur les actions du DOCOB (TOME2).
- Suite aux discussions, ces mesures seront ensuite accompagnées d'un cahier des charges (format national) que l'opérateur est chargé de rédiger et d'intégrer dans le TOME 2.
- septembre : instruction du Tome 2 par les services de l'Etat (Départementaux et Régionaux) et par le Conseil Scientifique Régional pour le Patrimoine Naturel
- Automne : Comité de Pilotage, validation du DOCOB
- Validation du DOCOB en préfecture.
- Animation du site (mise en place des actions) prévue pour l'année 2012.

17h15 - Fin de la séance